



Department
of Justice

Ministère
de la Justice

MEMORANDUM/NOTE DE SERVICE

Security Classification - Cote de sécurité
File number - numéro de dossier
Date le 26 janvier 1981

TO/A: MINISTRE DE LA JUSTICE

FROM/DE: SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE

SUBJECT/OBJET: DROIT A LA MINORITE A L'INSTRUCTION -
ARTICLE 23 DU PROJET DE LA RESOLUTION
CONSTITUTIONNELLE

Comments/Remarques

Vendredi dernier j'ai rencontré le député Jean-Robert Gauthier pour discuter avec lui des problèmes qu'il a avec l'article 23 de la résolution constitutionnelle.

La version modifiée de l'article 23 (en français et en anglais) qui est annexée à cette note est à la satisfaction du député Gauthier.

Cette version élimine toute référence spécifique au concept de "région", au critère de "résidence" dans la région et garantit spécifiquement le droit à des établissements d'enseignement, là où le nombre le justifie.

Le député Gauthier m'a indiqué qu'il avait toujours des difficultés concernant le critère de "justification par le nombre" et il m'a dit qu'il voudrait discuter de cette question avec vous.

Dans les circonstances, je recommande que cette version de l'article 23 soit proposée au comité par le gouvernement en remplacement de la version présentement devant le comité.

15.
Roger Tassé

pièces jointes

c.c. T. Johnson
M. Kirby

Moved by

That clause 23 of the proposed *Constitution Act, 1980* be amended by striking out lines 16 to 42 on page 7 and substituting the following:

Language of instruction	<p>"23. (1) Citizens of Canada</p> <p>(a) whose first language learned and still understood is that of the English or French linguistic minority population of the province in which they reside, <u>or</u></p> <p>(b) who have received their primary school instruction in Canada in English or French and reside in a province where the language in which they received that instruction is the language of the English or French linguistic minority population of the province,</p> <p>have the right to have their children receive primary and secondary school instruction in that language in <u>that</u> province.</p>
Continuity of language instruction	<p>(2) Citizens of Canada of whom any child has received or is receiving primary or secondary school instruction in English or French in Canada, have the right to have all their children receive primary and secondary school instruction in the same language.</p>
Application where numbers warrant	<p>(3) The right of citizens of Canada under subsections (1) and (2) to have their children receive primary and secondary school instruction in the language of the English or French linguistic minority population of a province</p> <p>(a) applies wherever in the province the number of children of citizens who have such a right is sufficient to warrant the provision to them out of public funds of minority language instruction; and</p> <p>(b) includes, where the number of those children so warrants, the right to have them receive that instruction in minority language educational facilities provided out of public funds."</p>

Motion de

Il est proposé que l'article 23 du projet de Loi constitutionnelle de 1980 soit modifié par substitution, aux lignes 16 à 39, page 7, de ce qui suit :

Langue
d'instruction

«23. (1) Les citoyens canadiens :

a) dont la première langue apprise et encore comprise est celle de la minorité linguistique française ou anglaise de la province où ils résident,

b) qui ont reçu leur instruction, au niveau primaire, en français ou en anglais au Canada et qui résident dans une province où la langue dans laquelle ils ont reçu cette instruction est celle de la minorité linguistique française ou anglaise de la province,

ont, dans l'un ou l'autre cas, le droit d'y faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans cette langue.

Continuité
d'emploi
de
la langue
d'instruction

(2) Les citoyens canadiens dont un enfant a reçu ou reçoit son instruction, au niveau primaire ou secondaire, en français ou en anglais au Canada ont le droit de faire instruire tous leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de cette instruction.

Justification
par le
nombre

(3) Le droit reconnu aux citoyens canadiens par les paragraphes (1) et (2) de faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de la minorité francophone ou anglophone d'une province :

a) s'exerce partout dans la province où le nombre des enfants des citoyens qui ont ce droit est suffisant pour justifier à leur endroit la prestation, sur les fonds publics, de l'instruction dans la langue de la minorité;

b) comprend, lorsque le nombre de ces enfants le justifie, le droit de les faire instruire dans des établissements d'enseignement de la minorité linguistique, financés sur les fonds publics. »